



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

14 SEPTEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-089-DC

Le quatorze septembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le neuf septembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence (sauf de 101 à 104)

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE (sauf de 101 à 104)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence de 101 à 104), Michel PATTEE (sauf 105), Nicole MOISY (de 089 à 112), Frédéric MORTIER (de 089 à 111), Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE (de 101 à 114 sauf 105), Anatole MICHEAUD (sauf 106), Béatrice BERTRAND (sauf de 101 à 104), Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 093 à 114), Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 089 à 099)

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE (de 089 à 111), Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

Conseillers, Didier ROUSSEAU (de 089 à 111), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Jean-Luc GIRARD, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 089 à 111), Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL (sauf 101 à 104), Sylvie BEILLARD (de 089 à 111), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA (sauf 101 à 104), Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD (de 089 à 111), François BREE (de 089 à 099), Patricia COCHET (de 089 à 111), Éric POEHR (de 089 à 112), Sylvain LEFBVRE, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON (de 089 à 111 sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON (de 089 à 111), Bruno PROD'HOMME, Bernard HENRY
Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION (de 091 à 092), Marie-Odile LE MERCIER suppléante Fabrice BARDY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Rodolphe MIRANDE, Pierre-Yves DOUET, Gilles TALLUAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoit LEDOUX, Isabelle ISABELLON, Fabrice BARDY, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Isabelle DEVAUX, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Arlette BOURDIER, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Rodolphe MIRANDE à Jackie GOULET (sauf 101 à 104), Éric TOURON à Michel PATTEE (de 100 à 114 sauf 105), Pierre-Yves DOUET à Jean-Luc GIRARD, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER (sauf de 101 à 104), Guillaume MARTIN à Éric MOUSSERION, Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Nathalie MORON à Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Isabelle DEVAUX à Guy BERTIN, Nicole PEHU à Frédéric MORTIER (de 089 à 111 sauf 106), Christophe CARDET à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Astrid LELIEVRE à Sophie TUBIANA (de 112 à 114), François BREE à Thomas GUILMET (de 100 à 114 – sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON à Grégory PIERRE (de 112 à 114)

Secrétaire de séance : Anatole MICHEAUD

	DC 089 à 090	DC 091 à 099	DC 100	DC 101 à 104	DC 105	DC 106	DC 107 à 111	DC 112	DC 113 à 114
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	55	56	54	50	53	54	55	46	44
Absents - Excusés	26	25	27	31	28	27	28	37	39
Pouvoirs	12	12	14	11	13	12	13	14	14
Votants	67	68	68	61	66	66	68	60	58

MODIFICATION DES MEMBRES SIEGEANT AU SEIN DES COMMISSIONS THEMATIQUES

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 20/09/2023
Date de réception préfecture : 20/09/2023

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n° 2020-132-DC du 10 septembre 2020, portant création des commissions thématiques, après en avoir fixé le nombre ;

Vu la délibération n° 2020-133-DC du 10 septembre 2020, portant élection des membres siégeant au sein des commissions thématiques ;

Vu la délibération n°2021-001-DC du 4 février 2021, portant modification des membres siégeant au sein des commissions thématiques ;

Vu les délibérations n°2021-123-DC du 14 octobre 2021 et n°2022-050-DC du 7 juillet 2022, portant modification des membres siégeant au sein des commissions thématiques ;

Considérant que le Conseil communautaire peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres, selon des modalités qu'il détermine ;

Considérant que les conseillers municipaux peuvent être membres des commissions communautaires ;

Considérant les divers changements dans les délégations des élus communautaires ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'AJOUTER** Pierre-Yves DOUET (Louresse-Rochemenier) à la commission Finances – Ressources Humaines – Mutualisation – Systèmes d'Information

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 67

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Pour le Président empêché,

Et par délégation,

La 1^{re} Vice-Présidente

Date d'affichage :

Sylvie PRISSET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »